



NOUS  
FAISONS LA  
DIFFÉRENCE



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté



“Avant, nous n’avions pas d’autres revenus que ceux de mon mari... Notre rêve, c’est d’ouvrir une échoppe sur la route principale, où il y a beaucoup de passage, pour vendre les objets que nous fabriquons.”

Bri Weldemariam  
Gash Barka, Érythrie

Bri est membre de l’Association nationale des femmes érythréennes. Grâce au projet de développement de l’agriculture et de l’élevage dans la région de Gash Barka, financé par le FIDA, elle et d’autres femmes ont appris à fabriquer des tapis et des éventails pour les vendre.

# ŒUVRER POUR QUE LES POPULATIONS RURALES PAUVRES SE LIBÈRENT DE LA PAUVRETÉ

Le but du FIDA est d'autonomiser les ruraux pauvres – femmes et hommes – des pays en développement, pour les aider à accroître leurs revenus et améliorer leur sécurité alimentaire.

“Depuis plus de 30 ans, le FIDA est l'un des organismes de développement du système des Nations Unies qui a le mieux réussi à améliorer la situation des ruraux pauvres dans le monde entier.”

Ban Ki-moon,  
Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, siège du FIDA,  
2 juin 2008

Dans le monde, on compte **1,4 milliard** de personnes en situation d'extrême pauvreté, qui subsistent avec moins de 1,25 dollar par jour. Près **d'un milliard** de ces hommes, femmes et enfants vivent dans les zones rurales des pays en développement.

Quelque **2 milliards** de ruraux vivent avec moins de 2 dollars par jour. La plupart d'entre eux sont de petits cultivateurs qui, avec leurs familles, ne subsistent que grâce à l'agriculture.

Aujourd'hui, ils doivent faire face à des changements rapides et sans précédent. Sous l'effet du changement climatique, de la croissance démographique mondiale et de la volatilité des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté et souffrant de la faim va croissant.

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le nombre de personnes touchées par la faim a atteint **un milliard**. De plus, par suite des effets du changement climatique, des dizaines de millions de personnes supplémentaires risquent de souffrir de la faim d'ici à 2020.

Il est dans notre intérêt à tous de mettre ces petits agriculteurs mieux à même de faire face à ces défis. Ils peuvent en effet produire davantage pour aider le monde à se nourrir, stocker le carbone sur leurs terres pour ralentir l'impact du changement climatique et offrir de nouvelles sources d'énergie renouvelable.

Il n'est pas impossible de surmonter la pauvreté rurale, mais il faut pour cela trouver des solutions à long terme, notamment:

- des politiques appropriées aux échelons national et international
- des investissements accrus dans la petite agriculture
- le renforcement des capacités des ruraux pauvres – femmes et hommes – et de leurs organisations.

Les gouvernements, les petits agriculteurs et leurs organisations et les autres partenaires de développement doivent travailler main dans la main pour transformer les économies rurales et créer des possibilités de nature à améliorer durablement les conditions de vie des communautés rurales.

Les y aider est la vocation du FIDA.

“... pour les pays en développement, le rôle joué par le FIDA n’a jamais été aussi important qu’aujourd’hui.”

Représentant de la Chine, Conseil des gouverneurs du FIDA, 2009

## Les investissements dans la petite agriculture génèrent une croissance économique qui atténue la pauvreté

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) s’attache à promouvoir le développement agricole et à réduire la pauvreté dans les régions rurales des pays en développement en aidant les populations rurales pauvres à accroître leur production vivrière et leurs revenus.

Le FIDA est, dans de nombreux pays en développement, l’une des principales sources de financement du développement agricole et rural. Le Fonds est l’une des rares grandes institutions de développement à avoir accru ses investissements dans l’agriculture. Depuis le début de ses opérations, le FIDA a accordé plus de 11,5 milliards d’USD sous forme de prêts et de dons. Au cours des dernières années, son programme d’investissement a crû à un rythme moyen d’environ 10% par an.

L’agriculture a apporté la preuve de sa capacité à réduire la pauvreté. Pour lutter contre la pauvreté, un accroissement du PIB résultant du développement de l’agriculture est au moins deux fois plus efficace qu’une croissance entraînée par d’autres secteurs.

Malgré cela, l’appui apporté au secteur agricole dans les pays en développement a énormément diminué depuis les années 70. Dans nombre des pays les plus pauvres,

les dépenses publiques consacrées à l’agriculture ne représentent en moyenne que 4% du total et l’aide au développement en faveur de l’agriculture est tombée de 8 milliards d’USD en 1984 à 5 milliards d’USD en 2007. On perçoit toutefois des signes avant-coureurs de modification de cette tendance. En 2003, les

gouvernements africains se sont engagés à accroître les investissements en faveur de l’agriculture à hauteur de 10% au moins de leurs budgets nationaux. Si tous les pays n’ont pas encore atteint cet objectif, un grand nombre d’entre eux, malgré la crise financière, y sont parvenus. Quant aux donateurs, conscients eux aussi de la nécessité d’accroître de manière significative les investissements dans ce secteur, ils ont fait des annonces de contribution en ce sens.

Sans une augmentation substantielle des investissements et faute de politiques plus aptes à favoriser le développement de la petite agriculture, beaucoup des pays les plus pauvres ne parviendront pas à atteindre les cibles reflétées dans le premier Objectif du Millénaire pour le développement, à savoir réduire de moitié, d’ici à 2015, la proportion de ceux qui vivent dans la pauvreté extrême et de ceux qui ont faim.



“... le travail de préparation pour l’hiver est désormais très différent. Nous travaillons en groupe et nous avons un nouveau tracteur. Nous avons même cette année du foin en trop, que nous pouvons vendre.”

Batsaihan  
Arkhangai Aimag, Mongolie

Batsaihan et sa famille dirigent un groupe de pasteurs qui bénéficient du programme de réduction de la pauvreté rurale, appuyé par le FIDA en Mongolie. Le programme aide les éleveurs et les exploitants à relancer leur production et à accroître leurs revenus. Il vise également à améliorer leur accès aux services financiers de base, aux soins de santé et à l’éducation.

# LE FIDA: CE QU'IL EST

Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies qui a pour mission d'éradiquer la pauvreté et la faim dans les régions rurales des pays en développement.

Le FIDA a été créé à la suite des sécheresses et des crises alimentaires qui ont touché des millions d'êtres humains, en Afrique et en Asie, au début des années 70. Lors de la Conférence mondiale de l'alimentation, en 1974, les dirigeants mondiaux sont convenus qu'"un fonds international ... devrait être créé immédiatement pour financer des projets de développement agricole" dans les pays en développement. Les activités du Fonds ont démarré en 1978.

Le FIDA est un partenariat unique entre les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), d'autres pays en développement et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Le FIDA appuie actuellement plus de 210 programmes et projets représentant pour lui un investissement total de 3,7 milliards d'USD.

# Objectifs stratégiques

Le FIDA investit essentiellement dans six domaines intéressant directement les ruraux pauvres, afin de faire en sorte que ceux-ci puissent avoir plus facilement accès aux éléments suivants, et qu'ils disposent des moyens requis, en termes de compétences et d'organisation, pour tirer parti:

- 1 des ressources naturelles, en particulier l'eau et la terre
- 2 de nouvelles technologies agricoles et de services de production
- 3 d'une large gamme de services financiers ruraux
- 4 de marchés d'intrants et de produits agricoles qui soient transparents et concurrentiels
- 5 de possibilités d'emploi non agricole et de création de petites entreprises en milieu rural
- 6 de processus de formulation de politiques et de programmes aux échelons local et national.



## Autonomisation et renforcement des capacités, piliers de l'action du FIDA

Le FIDA accorde des prêts et des dons aux pays en développement afin de financer des programmes et des projets novateurs de développement agricole et rural. Ces projets et ces programmes sont gérés et exécutés par les gouvernements nationaux, leurs partenaires et le FIDA. Son double objectif, à savoir d'une part la supervision directe de la plupart des projets qu'il finance et, d'autre part, le renforcement de sa présence dans les pays où il intervient, lui permet d'offrir un appui accru à la mise en œuvre de ses projets et de consolider les partenariats forgés avec les institutions locales responsables, directement ou indirectement, du succès desdits projets.

Le FIDA collabore également avec ses partenaires au sein de la communauté internationale de développement, en particulier les autres organismes des Nations Unies et les institutions financières multilatérales, afin de renforcer partout dans le monde l'efficacité des efforts de développement.

L'expérience acquise par le FIDA montre que le meilleur moyen de réduire la pauvreté et d'améliorer la sécurité alimentaire consiste à permettre aux petits agriculteurs et aux populations rurales pauvres en général d'acquérir les compétences, les connaissances et l'assurance dont ils ont besoin pour se libérer par eux-mêmes de la pauvreté.

Avec ses partenaires, le FIDA aide les populations rurales pauvres à constituer et à renforcer leurs propres organisations pour pouvoir ainsi défendre leurs propres intérêts sur les marchés agricoles ainsi que dans leurs relations avec les prestataires de services ruraux et se faire mieux entendre dans le cadre des processus de planification du développement et de la formulation des politiques aux échelons local, national et international.

Quelques résultats des projets appuyés  
par le FIDA en 2008:

**31 000** groupes de gestion des ressources  
naturelles ont été constitués ou consolidés

**65 000** associations villageoises  
ou communautaires ont été constituées  
ou consolidées

**700 000** personnes formées à la  
gestion communautaire

**24 000** plans d'action au niveau des villages  
ou des communautés ont été élaborés

“... il aurait été difficile pour la Tanzanie de franchir certaines des étapes actuelles fixées dans les Objectifs du Millénaire pour le développement... en l’absence du partenariat étroit qui l’unit au FIDA. Le Fonds est à la Tanzanie ce que les parents sont à leur enfant...”

Représentant de la République-Unie de Tanzanie,  
Conseil des gouverneurs du FIDA, 2009



# OÙ IL OPÈRE ET À QUI IL S'ADRESSE

Le FIDA investit dans des programmes et des projets de développement agricole et rural axés sur les populations pauvres, marginalisées et vulnérables des régions rurales. Il accorde la priorité aux petits agriculteurs et à leurs familles, surtout les plus pauvres d'entre eux, en les aidant à tirer parti des nouvelles possibilités économiques qu'offrent les projets appuyés par le Fonds.

Le FIDA travaille dans certaines des communautés les plus reculées du monde, dans des régions marginales – zones montagneuses, arides ou désertiques – où les ressources naturelles de qualité sont rares et les communications difficiles, où les réseaux de transports sont limités et les institutions faibles.

Le FIDA accorde une place spéciale aux femmes, qui sont souvent les plus défavorisées dans les sociétés rurales. En outre, dans beaucoup de pays, en particulier en Asie et en Amérique latine, un appui spécial doit être apporté aux peuples autochtones pour les aider à préserver leur patrimoine, leur identité culturelle et leurs moyens de subsistance. Ces populations vulnérables peuvent en effet apporter une contribution majeure à l'expansion économique et, si l'on veut qu'elles puissent véritablement participer au développement du pays, il faut s'attacher à comprendre les raisons de leur pauvreté et à créer les conditions qui leur permettent d'améliorer leur qualité de vie.

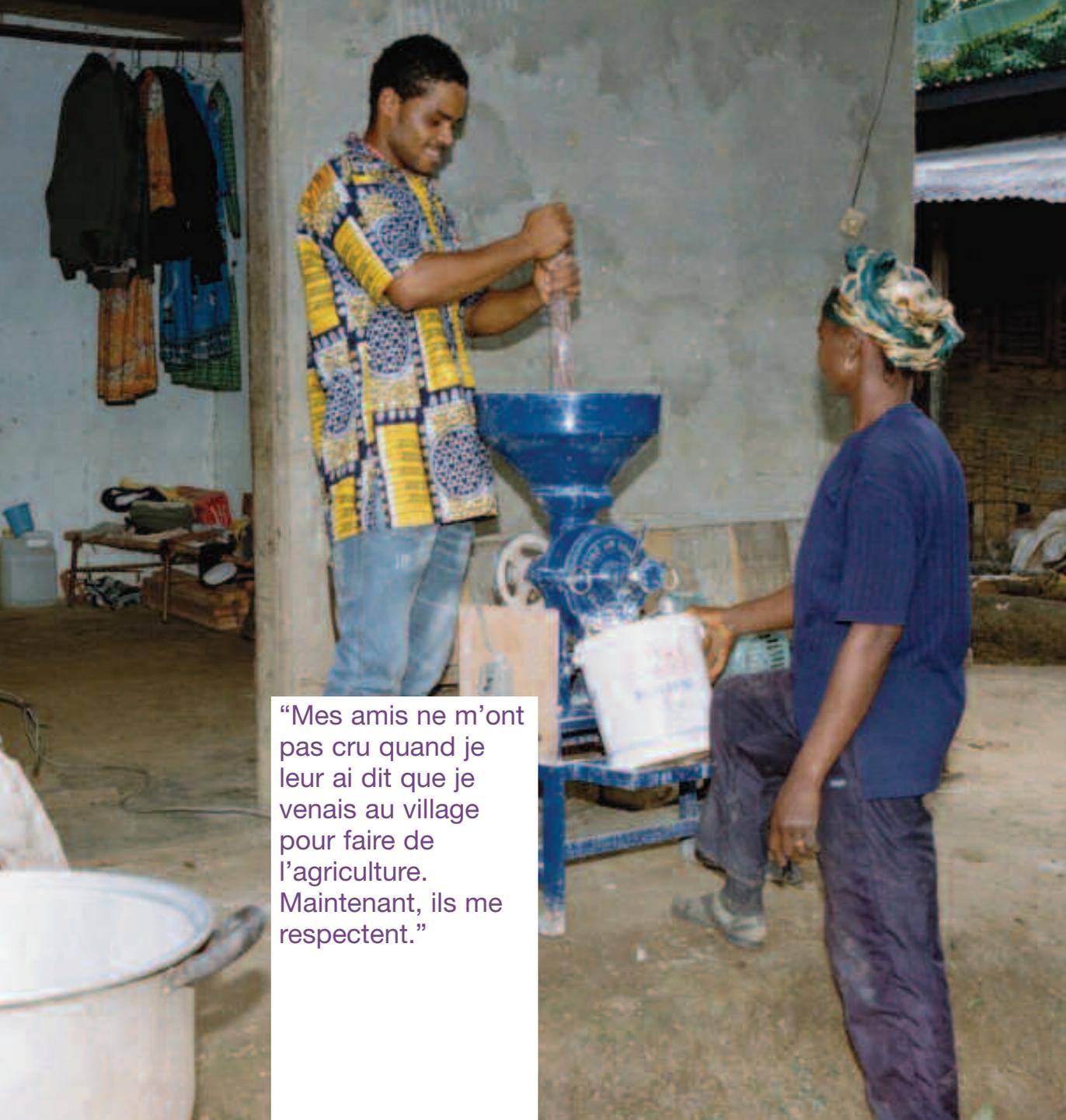
Beaucoup de projets financés par le FIDA ont pour objet de favoriser le développement des institutions financières rurales qui fournissent des services aux ruraux pauvres. Quelques-uns des résultats des projets réalisés en 2008:

**29 millions** de personnes empruntent effectivement auprès d'institutions de microfinance appuyées par le FIDA

Montant moyen des prêts: **200 USD**

**14 millions** d'épargnants volontaires

Montant moyen des épargnes: **127 USD**



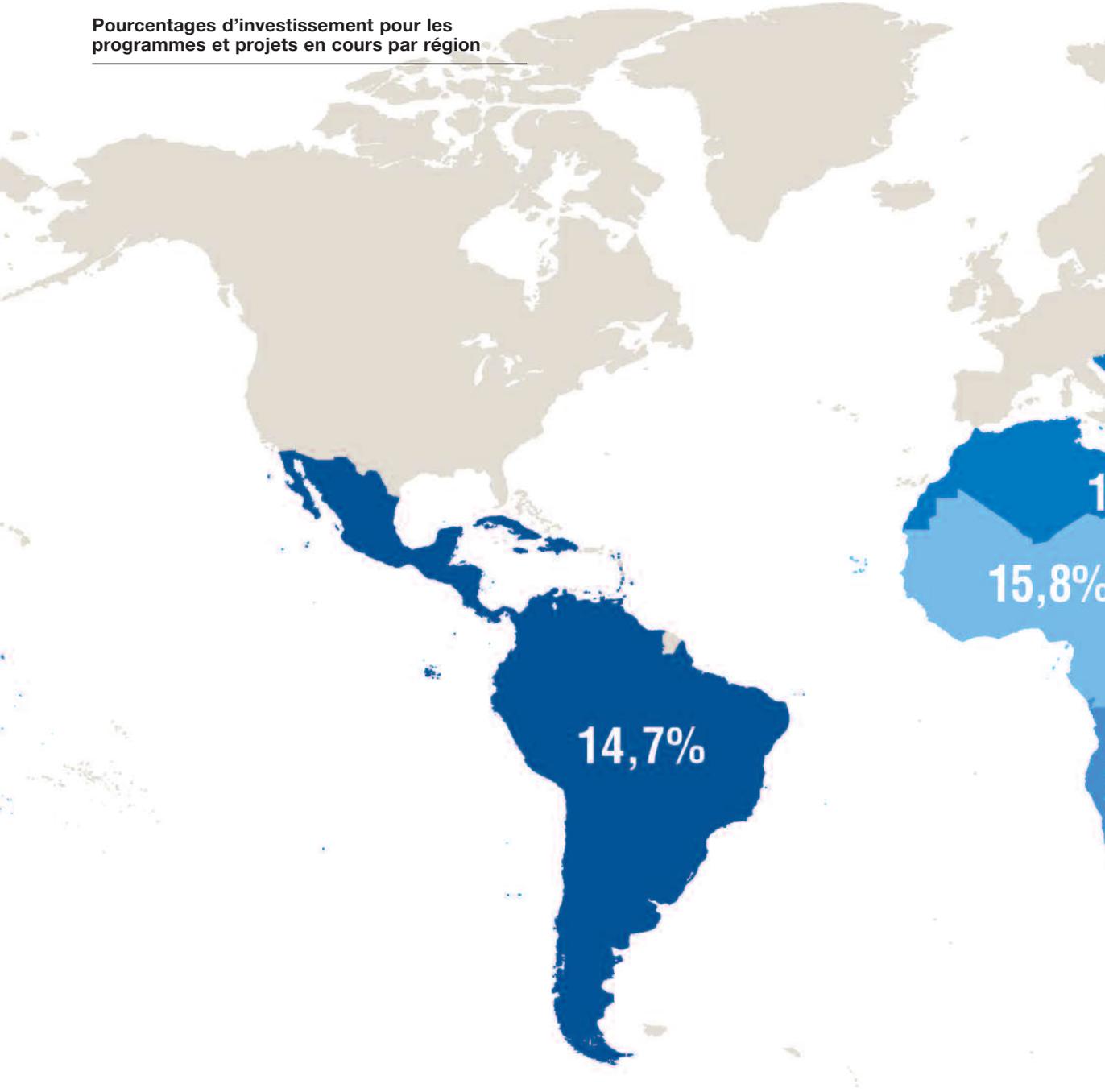
“Mes amis ne m’ont pas cru quand je leur ai dit que je venais au village pour faire de l’agriculture. Maintenant, ils me respectent.”

Noah Adolphe  
Nlong, Cameroun

Noah est un étudiant qui finance ses études supérieures en pratiquant l’agriculture. Avec l’assistance financière et technique du programme national de développement des racines et tubercules, appuyé par le FIDA, il cultive des variétés améliorées de manioc. Avec d’autres agriculteurs qui cultivent le manioc dans sa région, il a constitué un groupement pour lequel il a ouvert un compte bancaire afin de permettre aux producteurs de mieux gérer leur activité.

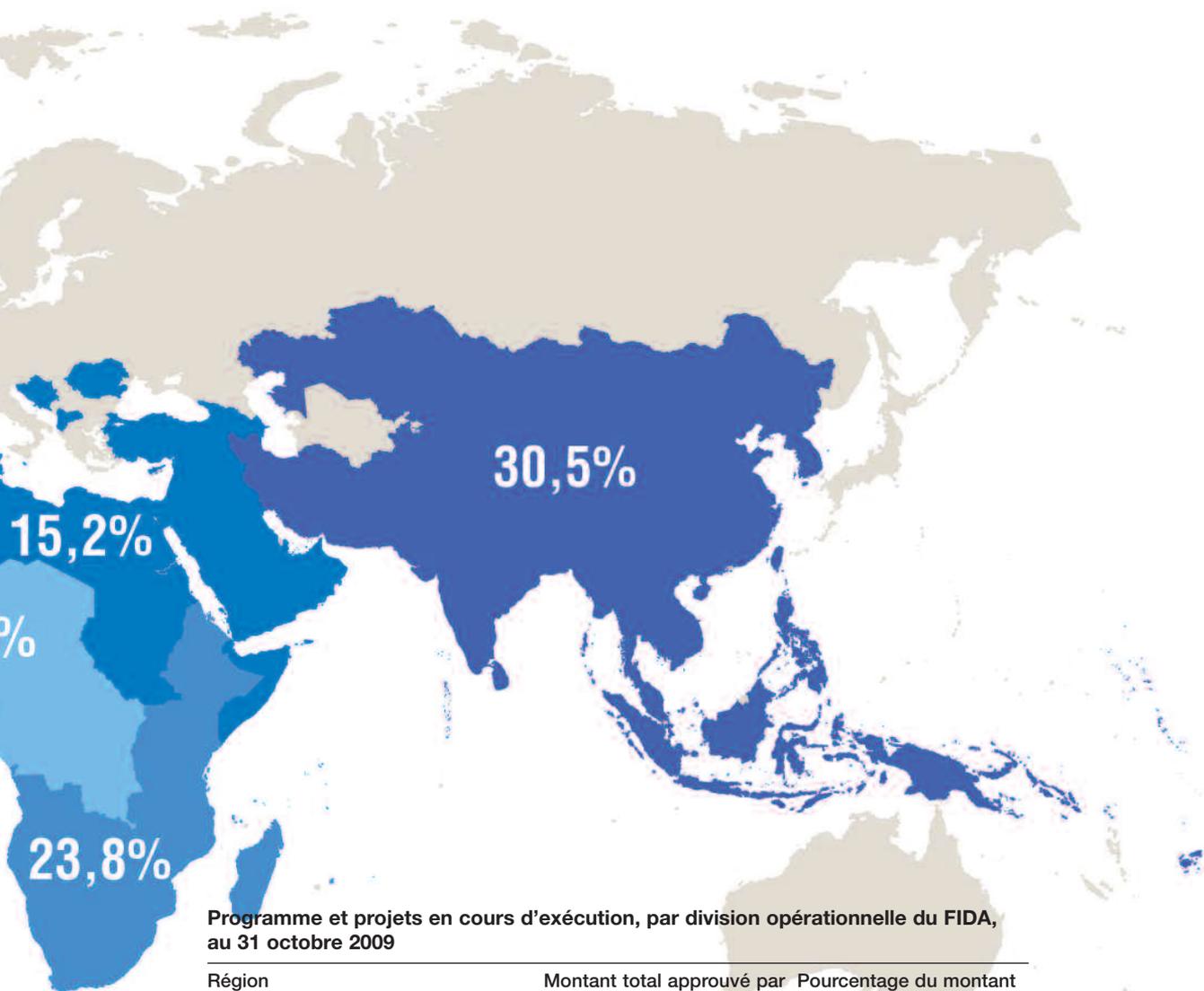
# OÙ VA LE FINANCEMENT DU FIDA

Pourcentages d'investissement pour les programmes et projets en cours par région



## États membres

Afghanistan  
Afrique du Sud  
Albanie  
**Algérie**  
Allemagne  
Angola  
Antigua-et-Barbuda  
**Arabie saoudite**  
Argentine  
Arménie  
**Autriche**  
Azerbaïdjan  
Bahamas  
Bangladesh  
Barbade  
**Belgique**  
Belize  
Bénin  
Bhoutan  
Bolivie (État plurinational de)  
Bosnie-Herzégovine  
Botswana  
Brésil  
Burkina Faso  
Burundi  
Cambodge  
Cameroun  
**Canada**  
Cap-Vert  
Chili  
Chine  
Chypre  
Colombie



**Programme et projets en cours d'exécution, par division opérationnelle du FIDA, au 31 octobre 2009**

Région	Montant total approuvé par le FIDA (en millions d'USD)	Pourcentage du montant total approuvé
■ Afrique de l'Ouest et du Centre	589,0	15,8
■ Afrique orientale et australe	889,4	23,8
■ Asie et Pacifique	1 140,0	30,5
■ Amérique latine et Caraïbes	550,0	14,7
■ Proche-Orient et Afrique du Nord, Europe centrale et orientale et nouveaux États indépendants	566,1	15,2
<b>Total</b>	<b>3 734,5</b>	<b>100</b>

Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

- Colombie
- Comores
- Congo
- Costa Rica
- Côte d'Ivoire
- Croatie
- Cuba
- Danemark**
- Djibouti
- Dominique
- Égypte
- El Salvador
- Émirats arabes unis
- Équateur
- Érythrée
- Espagne**
- États-Unis**
- Éthiopie
- Ex-République yougoslave de Macédoine
- Fidji
- Finlande**
- France**
- Gabon**
- Gambie
- Géorgie
- Ghana
- Grèce**
- Grenade
- Guatemala
- Guinée
- Guinée-Bissau
- Guinée équatoriale
- Guyana
- Haiti
- Honduras
- Îles Cook
- Îles Marshall
- Îles Salomon
- Inde
- Indonésie**
- Iran (République islamique d')
- Iraq
- Irlande**
- Islande**
- Israël
- Italie**

# Ressources

Le FIDA mobilise des ressources auprès de ses États membres pour financer la réalisation de programmes et de projets dans les pays membres appartenant à la catégorie des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu.

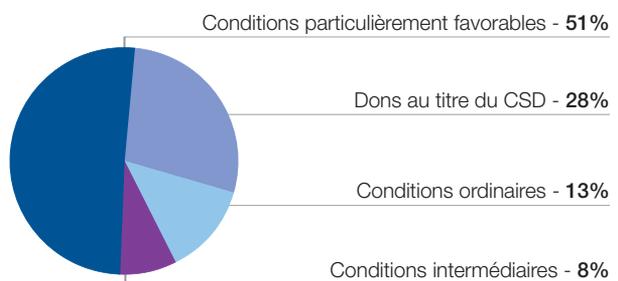
Le FIDA utilise ses ressources de manière à attirer un cofinancement de ses partenaires. Depuis 1978, le Fonds a accordé plus de 11,5 milliards d'USD sous forme de prêts et de dons, ce à quoi il faut ajouter 9,8 milliards d'USD investis par des gouvernements et d'autres sources nationales de financement ainsi que 8,0 milliards d'USD de cofinancement de partenaires extérieurs, dont des donateurs multilatéraux et bilatéraux.

La majeure partie du financement accordé par le Fonds revêt la forme de prêts à des conditions particulièrement favorables. Ces prêts ne portent pas intérêt, sont assortis d'une modeste commission de service et sont remboursés sur 40 ans, y compris un différé d'amortissement initial de 10 ans. Le Fonds accorde également des prêts à des conditions intermédiaires et à des conditions ordinaires.

Conformément à son Cadre pour la soutenabilité de la dette, le FIDA accorde des dons, plutôt que des prêts, pour financer l'exécution de programmes et de projets dans des pays pauvres qui ne sont pas en mesure d'assurer le service de leur dette. Lorsque le degré de soutenabilité de la dette d'un pays est considéré comme moyen, le financement est fourni à concurrence de 50% sous forme de prêts et de 50% sous forme de dons. Au 31 octobre 2009, le FIDA avait accordé 114,7 millions d'USD de financement sous forme de dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette.

Le FIDA a également recours à des dons pour promouvoir la recherche agricole visant à répondre aux besoins des pays en développement. Et il accorde des dons pour appuyer des institutions partenaires telles que les organisations à assise communautaire et les organisations non gouvernementales qui travaillent avec les ruraux pauvres.

**Prêts du FIDA, par conditions, et dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD), approuvés au 31 octobre 2009**



# Gouvernance

Le FIDA est dirigé par ses 165 États membres, lesquels se réunissent chaque année à l'occasion du Conseil des gouverneurs, organe décisionnel suprême du Fonds. Le Conseil des gouverneurs statue sur les nouvelles demandes d'admission, élit le Président du FIDA et approuve le budget administratif du Fonds.

Le deuxième organe directeur du Fonds est le Conseil d'administration, composé de 18 membres élus et de 18 suppléants, également élus. Le Conseil se réunit trois fois par an et approuve le programme de travail annuel ainsi que les prêts et dons accordés pour la réalisation des programmes et projets appuyés par le FIDA.

## Un partenariat unique entre:

-  les États membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)
-  les États membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
-  d'autres pays en développement

République centrafricaine  
République de Corée  
République démocratique du Congo  
République démocratique populaire lao  
République de Moldova  
République dominicaine  
République populaire démocratique de Corée  
République-Unie de Tanzanie  
Roumanie  
**Royaume-Uni**  
Rwanda  
Saint-Kitts-et-Nevis  
Sainte-Lucie  
Saint-Vincent-et-les-Grenadines  
Samoa  
Sao Tomé-et-Principe  
Sénégal  
Seychelles  
Sierra Leone  
Somalie  
Sri Lanka  
Soudan  
**Suède**  
**Suisse**  
Suriname  
Swaziland  
Tadjikistan  
Tchad  
Thaïlande  
Timor-Leste  
Togo  
Tonga  
Trinité-et-Tobago  
Tunisie  
Turquie  
Uruguay  
**Venezuela (République bolivarienne du)**  
Viet Nam  
Yémen  
Zambie  
Zimbabwe

## Le FIDA investit dans les ruraux pauvres et leurs organisations

Le FIDA est la seule institution financière internationale qui travaille directement et systématiquement avec les populations rurales les plus marginalisées, leurs institutions communautaires et les organisations paysannes. Entendre leur voix permet au FIDA de jeter de solides bases pour contribuer à la création et à l'animation de partenariats élargis en vue d'atténuer la pauvreté rurale.

Les projets financés par le FIDA sont conçus de manière à appuyer les politiques nationales et à répondre aux priorités et aux besoins spécifiques de communautés rurales extrêmement diverses, en se montrant conscient qu'il n'existe pas de formule toute faite lorsqu'il s'agit de fournir une assistance aux populations rurales pauvres.

Nombre des projets appuyés par le FIDA ont pour objectif prioritaire d'aider les paysans à accroître la production agricole et à avoir plus facilement accès aux marchés, mais ils reflètent également la nécessité d'améliorer les possibilités d'emploi non agricole. Quelques-uns des résultats des projets réalisés en 2008:

**3 millions** de personnes ont été formées à l'utilisation de pratiques et technologies améliorées

**15 000 km** de routes ont été construits ou remis en état

**4 millions d'hectares** de terres en régime de propriété collective mieux gérées



“Je voudrais parler. Avant, nous les femmes, nous étions presque toutes pareilles. Nous ne savions pas comment faire. Nous ne pouvons pas nous exprimer. Regardez-moi. Maintenant, je suis ici, debout devant vous, et je parle.”

Gladys Casafranca  
Andahuaylas, Pérou

Dans le cadre de l'action du FIDA en faveur de la parité hommes-femmes, l'organisation s'est engagée à renforcer les capacités d'encadrement et le pouvoir décisionnel des femmes rurales. Au Pérou, le projet de gestion des ressources naturelles dans la sierra méridionale a permis d'améliorer le statut de la femme en aidant de petits groupements à mettre en place leurs propres systèmes d'épargne et de crédit, qui fonctionnent comme des banques informelles reliées aux banques commerciales.

# UN TRAVAIL EN PARTENARIAT

Le FIDA collabore avec les gouvernements des pays en développement, les organisations de ruraux pauvres, les organisations non gouvernementales et le secteur privé pour mettre au point des programmes et projets novateurs répondant aux priorités nationales en matière d'agriculture et de développement rural. Dans son rôle de partenaire, le FIDA veille à ce que les projets qu'il appuie soient alignés sur les besoins, les priorités, les possibilités et les contraintes identifiés par les ruraux pauvres eux-mêmes.

En outre, le FIDA collabore étroitement avec les autres organismes des Nations Unies et les institutions financières multilatérales, comme la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Il appuie les efforts déployés afin de renforcer l'impact des actions menées par le système des Nations Unies aussi bien au plan national qu'à l'échelle mondiale. Il participe à des initiatives pilotes visant à resserrer la coordination des efforts des organismes des Nations Unies au niveau des pays de manière à ce qu'ils soient unis dans l'action. Il collabore étroitement avec les autres institutions des Nations Unies basées à Rome – l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial.

Le FIDA, qui est au nombre des signataires de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, collabore avec les autres donateurs et les partenaires de la communauté internationale de développement pour promouvoir la réalisation des objectifs communs, à savoir l'appropriation nationale, l'alignement entre donateurs et partenaires, l'harmonisation au niveau inter-organisations, la gestion axée sur les résultats et la responsabilisation mutuelle.

Le FIDA travaille également en partenariat avec les agriculteurs pauvres eux-mêmes, notamment par l'entremise de leurs organisations. On peut, à titre d'exemple, citer le Forum paysan, initiative lancée en 2004 pour promouvoir, à partir de la base, un processus de consultation et de concertation entre les associations de petits agriculteurs, le FIDA et les gouvernements au sujet de l'agriculture, du développement rural et de la réduction de la pauvreté. Tous les deux ans, une réunion mondiale du Forum paysan est organisée en marge du Conseil des gouverneurs.



“Le projet a changé ma vie. Sans lui, j’aurais pu rester sans travail ou vivre d’une maigre agriculture de subsistance sur les anciennes terres de Haute-Égypte.”

Ahmad Al-Far  
Noubaria Ouest, Égypte

Ahmad est l'un des milliers de diplômés sans emploi qui ont bénéficié de deux projets appuyés par le FIDA, mis successivement en œuvre sur les terres désertiques rendues cultivables dans le nord-ouest de l'Égypte. Il a reçu un prêt, une parcelle et un petit logement. Maintenant, il cultive et vend des oranges d'été et des légumes et produit du lait et du fromage.

# Le FIDA est un partenariat mondial unique entre pays développés et pays en développement ayant pour vocation d'éradiquer la pauvreté rurale

En travaillant en partenariat, le FIDA peut conjuguer l'expérience et les connaissances de tous et optimiser l'impact des efforts de développement. À Sri Lanka, par exemple, le FIDA coopère avec la Banque mondiale dans le cadre du programme de partenariat et d'appui aux moyens de subsistance dans les zones arides. Cette initiative vient compléter un projet de la Banque mondiale dans les régions arides, où les deux interventions appuient le développement de l'infrastructure communautaire et des microentreprises, les activités génératrices de revenus et la commercialisation. Aux Philippines, la Commission européenne appuie, grâce à un don de 10 millions d'EUR, le programme d'accroissement rapide de la production alimentaire, dû à l'initiative du FIDA. Le programme appuie la volonté du gouvernement de parvenir à nouveau, s'agissant de production rizicole, à l'autosuffisance nationale.

Au Ghana, le FIDA mène en coopération avec la Banque africaine de développement un programme de promotion de la croissance dans les régions rurales du nord du pays. Il aide les agriculteurs à développer des chaînes de valorisation des produits de base et des denrées alimentaires tout en améliorant les liens avec les marchés. La Banque africaine de développement, pour sa

part, a financé des programmes d'amélioration de l'infrastructure afin de promouvoir les chaînes de valorisation des produits et la production agricole.

Le Fonds de l'OPEP pour le développement international est un autre partenaire important pour le FIDA. Ensemble, les deux institutions financent des programmes et des projets visant à aider les pauvres à améliorer eux-mêmes leurs conditions de vie en développant l'infrastructure, en organisant des programmes d'alphabétisation et d'apprentissage de la gestion, en facilitant l'accès aux services financiers et en introduisant des matériels et des méthodes agricoles modernes.

Par ailleurs, le FIDA appuie les recherches visant à mettre au point des technologies agricoles nouvelles et améliorées que puissent utiliser les producteurs ruraux pauvres en subventionnant les activités des centres faisant partie du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI). En outre, il échange les connaissances et les données d'expérience dont il dispose et noue des partenariats avec des organismes de recherche-développement de premier plan, comme l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, membre du réseau du GCRAI, qui est l'un des principaux partenaires du FIDA dans le domaine de l'innovation.

“Les efforts déployés conjointement par la direction, le personnel et les États membres du FIDA afin de transformer le Fonds en une institution de développement moderne, efficace et efficiente sont exceptionnels et constituent un excellent exemple pour l’avenir.”

Représentant des pays nordiques, Conseil des gouverneurs du FIDA, 2009



# CROISSANCE ET RÉFORME, MAIS AUSSI RÉSULTATS

Voilà déjà plus de 30 ans que le FIDA s'attache à résoudre les problèmes liés à la réduction de la pauvreté rurale. Pendant cette période, il a accordé plus de 11,5 milliards d'USD sous forme de prêts et de dons aux pays en développement pour appuyer leurs programmes et projets de développement agricole et rural et pour promouvoir la recherche agricole. Si l'on ajoute à ce chiffre le cofinancement de ses partenaires, le montant total des investissements dépasse 29 milliards d'USD. Environ 350 millions de ruraux pauvres, dans 116 pays, à Gaza et en Cisjordanie ont bénéficié de ces initiatives.

Le FIDA est l'un des rares grands organismes de développement qui ont accru leur investissement dans l'agriculture. Près de la moitié du financement du FIDA va à l'Afrique, et le Fonds est l'une des trois institutions multilatérales qui investissent le plus dans l'agriculture sur ce continent.

Les résultats du FIDA sont à la mesure de la croissance de ses activités et de l'amélioration de ses résultats. Face à la complexité croissante d'un monde en mutation rapide, le FIDA a entrepris un ambitieux programme de réforme pour améliorer la qualité, la pertinence et l'efficacité de ses activités.

Les méthodes de gestion du Fonds tendent à accroître les résultats et l'impact sur le développement des projets et des programmes de pays

qu'il appuie et sur ses propres activités. De nouveaux outils, de nouvelles modalités opérationnelles, de nouvelles politiques et de nouvelles stratégies sont mis en place pour améliorer la qualité des interventions du Fonds au niveau des pays et des projets.

Le FIDA ne cesse d'apprendre des initiatives qu'il appuie et partage ces connaissances avec ses partenaires pour accroître l'efficacité des politiques et des investissements visant à promouvoir le développement agricole et rural.

Parmi les résultats de projets clos examinés en 2009 avec un financement et un appui des partenaires du FIDA, on peut citer les suivants:

**Guinée:** plus de 50 000 personnes, réparties dans 200 villages, ont désormais accès à l'eau potable, d'où une réduction de la charge de travail pour les femmes et de l'exposition de la communauté aux maladies véhiculées par l'eau.

**Inde:** l'accès de la communauté aux latrines, aux écoles, aux routes, aux réservoirs d'eau et à l'électricité s'est améliorée, d'où un accroissement des revenus.

**Macédoine:** un système de services financiers commercialement viables et adaptés a été mis en place à l'intention des clients ruraux.

**Ouganda:** les revenus des agriculteurs ont augmenté, leur permettant d'acheter des intrants agricoles améliorés et de produire davantage de nourriture.

**Argentine et Colombie:** le FIDA a contribué à la définition de nouvelles politiques nationales sur le développement rural participatif et la microfinance en milieu rural.

# RÉSULTATS SUR LE TERRAIN

Les exemples ci-après ne sont que quelques-uns parmi les nombreux programmes et projets appuyés par le FIDA pour autonomiser les ruraux pauvres, femmes et hommes, et leur permettre d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.

## Ressources naturelles

Plus de la moitié des projets du FIDA concernent la mise en valeur des ressources en eau. Dans le sud de la Jordanie, par exemple, les ingénieurs affectés au projet ont aidé les agriculteurs à construire plus de 2 000 citernes de collecte de l'eau de pluie. L'eau emmagasinée dans ces citernes s'écoule dans les systèmes d'irrigation des exploitations par gravité plutôt que d'y être pompée, ce qui consommerait de l'énergie. L'eau collectée pendant la saison des pluies, en hiver, est ensuite utilisée pour l'irrigation pendant la saison sèche. Des terrassements en pierre disposés de manière stratégique aident à retenir les précieuses ressources que sont le terreau et l'eau. La terre est ainsi plus fertile et plus productive, les revenus de plus de 40 000 personnes ont augmenté de manière significative et la nutrition familiale s'est améliorée.



## **Technologies agricoles améliorées et services efficaces d'appui à la production**

En Afrique de l'Ouest et du Centre, le FIDA a appuyé la recherche concernant la diffusion de variétés améliorées de riz basées sur le Nouveau riz pour l'Afrique (NERICA) par le biais de dons au Centre du riz pour l'Afrique (AfricaRice), membre du GCRAI. Ces nouvelles variétés, qui peuvent améliorer la productivité dans des proportions atteignant plus de 100% dans des conditions favorables et avec un faible apport d'intrants, offrent d'immenses promesses aux riziculteurs de la région. Les premiers travaux d'hybridation ont été appuyés par la Fondation Rockefeller, puis par le Gouvernement du Japon et le Programme des Nations Unies pour le développement. Grâce au soutien du FIDA, les scientifiques ont pu mettre à l'essai les nouvelles variétés dans les rizières des cultivateurs afin d'encourager leur adoption et leur diffusion élargie en Afrique.

La variété NERICA conjugue la résistance des espèces africaines locales de riz et la forte productivité du riz d'Asie. Aujourd'hui, en Afrique subsaharienne, plus de 100 000 cultivateurs dans plus de la moitié des pays cultivent du riz NERICA sur plus de 100 000 hectares de hautes terres.



## **Services financiers**

Le FIDA est l'un des plus importants organismes mondiaux de prêts pour la réalisation de projets de finance rurale visant à atténuer la pauvreté. En collaboration avec le Fonds belge de survie, par exemple, le FIDA a fourni un appui technique et financier au Fonds fiduciaire pour les femmes kényanes (KWFT), qui offre des services financiers ruraux aux femmes pauvres. Le KWFT est devenu l'une des plus efficaces institutions de microfinance. En 2008, l'encours de ses prêts se montait à 94 millions d'USD, et il desservait une clientèle de quelque 240 000 femmes rurales. Le Fonds belge de survie a été créé par le Parlement belge au début des années 80 et, en association avec le FIDA, accorde des dons pour la réalisation de projets de développement dans certains des pays les plus pauvres d'Afrique.

## Des marchés transparents et concurrentiels

Sur l'île de Sao Tomé, le FIDA a mis en rapport les cultivateurs de cacao avec la société française KAOKA, fabricant de chocolat issu de l'agriculture biologique, garantissant ainsi un débouché à leur récolte. En 2005, dans le cadre d'un programme appuyé par le FIDA, une équipe de cette société française s'est rendue dans le pays pour analyser le secteur du cacao et, à l'issue de son étude, est parvenue à la conclusion que les variétés cultivées à Sao Tomé pouvaient produire des fèves de qualité supérieure et que les méthodes de culture traditionnelles pouvaient aisément être adaptées à une production biologique. Des conseils techniques et un appui financier ont été fournis tant par le FIDA que par KAOKA pour aider les cultivateurs à adopter les nouvelles méthodes, à la suite de quoi une société internationale a certifié que le cacao produit localement provenait de l'agriculture biologique et le fabricant de chocolat français s'est engagé à acheter tout le cacao d'origine biologique que pouvaient produire les cultivateurs. Le revenu annuel des familles d'agriculteurs participant au programme, qui était auparavant, en moyenne, inférieur de 25% au seuil de pauvreté, a ainsi pu dépasser ce seuil de 8%. En 2005, les cultivateurs ont créé une coopérative d'exportation et ont signé directement avec la société KAOKA un contrat de cinq ans qui leur garantit un prix minimum stable pour leur production ainsi qu'une prime à investir dans des services sociaux au profit des communautés locales. En 2009, les cultivateurs de la partie orientale de l'île ont signé un autre contrat avec Cafédirect (Royaume-Uni) afin de fournir, dans le cadre du commerce équitable, du cacao au secteur des boissons chaudes du Royaume-Uni.



## Création d'emplois non agricoles et développement des entreprises

Dans les régions désavantagées, les petites entreprises peuvent être le moteur du développement économique, mais elles se heurtent souvent à des difficultés insurmontables lors de leurs premières années d'existence. Les taux d'intérêt élevés et la brièveté des échéances imposées par les banques de type classique peuvent rendre impossible la mobilisation de capitaux de départ. En Inde, le projet de promotion et d'autonomisation des femmes rurales a aidé les femmes à avoir plus facilement accès au crédit, à la formation, à un appui technique et aux marchés et à trouver ainsi de nouveaux moyens de gagner leur vie. Les femmes participant au projet ont constitué 17 700 groupes d'auto-assistance et ont entrepris toute une série de nouvelles activités aussi bien agricoles que non agricoles; leurs revenus moyens se sont ainsi accrus dans des proportions atteignant parfois 60%.

## Processus de formulation des politiques et des programmes aux échelons local et national

Pour pouvoir sortir de l'ornière, les pauvres doivent pouvoir négocier et influencer les politiques qui les concernent directement. Depuis 2000, dans la région du Marché commun du Sud (MERCOSUR), le FIDA s'emploie, en collaboration avec les Gouvernements de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, du Paraguay et de l'Uruguay, à faire en sorte que les petits agriculteurs puissent bénéficier du mouvement d'intégration régionale. Le FIDA a contribué à faire de la promotion de l'agriculture familiale l'un des objectifs de la politique de développement de la région en accordant deux dons, le premier visant à promouvoir la convergence des politiques ministérielles concernant la réduction de la pauvreté rurale et les politiques de promotion de la petite agriculture dans les pays membres et le second tendant à faciliter le processus de concertation en matière de formulation des politiques et de renforcement institutionnel entre les gouvernements et les petits agriculteurs.



Parmi les résultats des projets en cours en 2008 avec un financement et un appui des partenaires du FIDA:

**470 000** hectares de terre disposent désormais de systèmes d'irrigation – nouveaux ou remis en état

**8 800** systèmes d'approvisionnement en eau potable ont été construits

**1 000** centres de santé ont été créés

**3 900** écoles ont été construites ou rénovées

# En bref

Le FIDA:

- a pour vocation de promouvoir l'agriculture et le développement rural
- est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies qui a pour mission d'éradiquer la pauvreté et la faim dans les régions rurales des pays en développement
- est un partenariat unique entre les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), d'autres pays en développement et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
- est, dans beaucoup de pays en développement, l'une des principales sources de financement de l'agriculture et du développement rural
- appuie plus de 210 programmes et projets en cours d'exécution représentant pour le FIDA un investissement total de 3,7 milliards d'USD
- travaille en collaboration avec ses partenaires pour autonomiser les ruraux pauvres, femmes et hommes, et les aider à renforcer leur sécurité alimentaire et accroître leurs revenus
- est l'une des trois institutions multilatérales qui investissent le plus dans l'agriculture en Afrique; près de la moitié de son financement va à ce continent
- a investi plus de 11,5 milliards d'USD sous forme de prêts et de dons dans la lutte contre la pauvreté rurale dans les pays en développement. Si l'on ajoute à ce chiffre le cofinancement de ses partenaires, le montant total de cet investissement dépasse 29 milliards d'USD
- a, grâce aux initiatives qu'il appuie, amélioré les conditions de vie de quelque 350 millions de personnes.

---

**Note:** les chiffres relatifs à l'investissement et au cofinancement par le FIDA sont ceux au 31 octobre 2009. S'agissant du cofinancement, les montants ne comprennent pas le financement multilatéral et national au titre du projet relatif au programme national d'autonomisation des communautés rurales en Indonésie. Il se peut que les totaux varient légèrement dans la mesure où les chiffres ont été arrondis.



Fonds international de  
développement agricole  
Via Paolo di Dono, 44  
00142 Rome, Italie  
Téléphone: +39 06 54591  
Télécopie: +39 06 5043463  
Courriel: ifad@ifad.org  
www.ifad.org